

**Liste reprenant les informations à soumettre au Premier ministre par chaque membre du  
Gouvernement en vertu du Code de déontologie**

**Nom** : TANSON  
**Prénom(s)** : Sam  
**Fonction** : Ministre du Logement, Ministre de la Culture

**Activités rémunérées exercées au cours des 10 années précédant la prise de fonction :**

- Avocate à la Cour (inscrite au barreau de Luxembourg depuis 05/2005)
- Membre de la Chambre des Députés (2018)
- Membre du Conseil d'Etat (2015-2018)
- Conseillère communale, Ville de Luxembourg (2011-2013 & 2017-2018)
- Echevine, Ville de Luxembourg (2013-2017)
- Membre du Conseil d'administration LUXEXPO (2014-2017, pour la VDL)
- Membre du Conseil d'administration LUXTRAM (2014-2017, pour la VDL)
- Membre du Conseil d'administration CARLOH carsharing (2015-2017, pour la VDL)
- Membre du Comité du Syndicat SIDOR (2011-2018, pour la VDL)
- Uni.lu, chargée de cours (jusqu'en 2010)
- RTL & Lëtzebuurger Land - contributions occasionnelles « freelance » dans le domaine de la culture et du cinéma (jusqu'en 2009)

**Participations financières individualisées, sous forme d'actions ou d'autres titres, dans le capital d'une entreprise<sup>1</sup> :**

- Pas de participations financières

**Activités professionnelles exercées par le conjoint/partenaire au moment de la prise de fonction :**

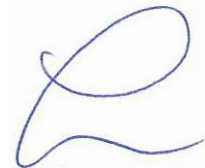
- nature de l'activité : Droit
- dénomination de la fonction exercée : Avocat associé
- nom de l'employeur (le cas échéant) : Étude Lutgen + Associés

Je soussigné : Sam TANSON

- certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente liste ;
- m'engage, en cas d'évolution de la situation ou des intérêts mentionnés dans les différentes rubriques, à mettre à jour la présente liste ;
- a pris connaissance que cette liste sera publiée en annexe de ma notice biographique sur le site internet du gouvernement.

Date : 5 décembre 2018

Signature :



---

<sup>1</sup> Les parts de fonds communs de placement, vu qu'elles ne représentent pas un intérêt direct dans le capital d'une entreprise, ne doivent pas être déclarées.